

m'exprimant ainsi je suis aussi d'opinion que, devant la gravité de la situation régnante dans le pays, le moment est opportun pour le Gouvernement de songer, non seulement à l'assurance-chômage contributoire, mais concurremment aussi à l'application d'un programme d'assurance sociale contributoire, qui assure un champ d'action plus étendu au système actuel des pensions de vieillesse. Ceci permettrait de prendre soin du grand nombre de nos citoyens entre les âges de soixante et soixante-dix ans qui sont non seulement dans le dénuement, mais qui ne seront probablement jamais, je le crains, en mesure de subvenir à leurs propres besoins et qui, partant, devront nécessairement compter sur l'Etat, soit dans le domaine fédéral, provincial ou municipal, pour les élémentaires nécessités de l'existence. Cette situation déplorable est en grande partie la conséquence de notre système économique, qui échappe à tout contrôle direct de leur part.

Le temps ne me permet pas de m'étendre aussi longuement que je le voudrais sur chacun des aspects du grave problème économique qui nous affronte à l'heure actuelle. Je me propose, cependant, d'employer les courts instants à ma disposition à traiter un ou deux de nos problèmes les plus importants et surtout le manque de sécurité sociale et j'ai l'intention de soumettre quelques suggestions avant de reprendre mon siège.

En somme, les risques inhérents à la vie moderne se résument en grande partie aux suivants: le chômage, la maladie, le décès du soutien de famille et la vieillesse. Au chef du chômage et des gages perdus par suite d'accidents, et le reste, je ne me propose pas de m'attarder longuement aux accidents dont l'industrie fut toujours l'occasion. Pour ceux qui ont un emploi, l'indemnisation ouvrière a pourvu et pourvoit actuellement dans la plupart des provinces canadiennes. Il convient cependant de noter en passant que les victimes de l'industrie surtout sur le continent de l'Amérique du Nord, dépassent en nombre celles de la guerre elle-même.

Traitant la question dans son livre sur la réparation des accidents du travail en 1924, feu le Dr Downey affirmait que le nombre total des victimes des forces expéditionnaires américaines dans la Grande Guerre n'atteignait pas celui des ouvriers accidentés, au cours d'occupations étrangères à la guerre, entre 1917 et la signature de l'armistice en 1918. Il ajoutait que le nombre des morts et des blessés attribuable à l'industrie aux Etats-Unis, de 1910 à 1920, dépassait celui des pertes de la nation sur le champ de bataille depuis la Déclaration de l'Indépendance jusqu'à nos jours. Ces déclarations sont effa-

rantes et démontrent jusqu'à quel point la machine moderne a accru la fréquence et la gravité des accidents, au delà de tout ce qui s'est vu dans le passé.

La machine a révolutionné notre système social en même temps que notre système économique. Permettez-moi d'illustrer brièvement cette assertion. Il y a cinquante ans ou plus, la plupart des Canadiens pouvaient compter subvenir à leurs besoins soit sur une ferme soit dans un modeste commerce, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de soixante-dix ou soixante-quinze ans. Aidé de sa famille, un homme pouvait continuer et continuait son travail aussi longtemps que ses forces lui permettaient de se déplacer. L'ouvrier de cette époque était artisan et il possédait et contrôlait, dans plusieurs métiers, le mécanisme de la production.

Ces conditions n'existent plus, cependant. Il est vraiment intéressant de constater que le Canada lui-même, tout comme les autres pays, s'industrialise de plus en plus. La population du Canada abandonne la ferme pour l'usine ou la ville. Les chiffres le démontrent. En 1871, notre population était rurale pour les trois quarts, et urbaine pour l'autre quart. En 1891, la population rurale tombait à 60 p. 100; en 1921, à 50 p. 100 seulement, égalant pour la première fois celle des villes. En 1931, dernière année dont nous connaissons la statistique, celle-ci révèle une forte migration de la population rurale vers les villes: il n'y avait plus que 46 p. 100 de la population dans les campagnes, tandis que les villes en contenaient 54 p. 100. Actuellement, la population des villes dépasse de 700,000 celle des campagnes. L'exode de la campagne vers la ville a été plus ou moins graduel de 1871 à 1931. Depuis 1931, il s'accroît, d'abord à cause de l'attrait de la vie industrielle sur les campagnards à la vie simple mais saine, ensuite à cause de l'état déplorable de l'économie agricole dû aux prix extrêmement bas des produits de la ferme ayant comme contre-partie le prix élevé des articles nécessaires aux cultivateurs.

Ce manque d'équilibre chasse beaucoup de cultivateurs vers la ville. Citons des exemples. En 1926, dix boisseaux de blé suffisaient à l'achat d'un costume; il en faut maintenant vingt-cinq. Un baril ou deux caisses et demie de pommes servaient au paiement d'une paire de chaussures de dame. Il en faut maintenant deux barils ou cinq caisses. La comparaison serait la même à l'égard des autres denrées: lait, œufs, etc. Tout le monde doit inévitablement souffrir de la hausse du coût de la vie, quand il s'agit de la production industrielle, et de l'abaissement du rendement de la production agricole.